

<https://ricochets.cc/L-antisionisme-contre-la-democratie.html>



# L'antisionisme contre la démocratie

- Les Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 1er mars 2019

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Stanislas Guerini, [1] secrétaire général de la République en marche, communique :

*« Nous avons tous été révoltés par les actes antisémites qui ont frappé notre pays ces dernières semaines. Nous le sommes encore plus quand nous apprenons que le nombre d'actes antisémites explose depuis un an. Plus un jour ne se passe sans que la France ne soit attaquée par des tags, des manifestations de haine dans la rue ou sur Internet et des agressions de nos compatriotes », etc*

Par contre Stanislas Guérini n'est nullement dérangé apparemment, par l'assimilation de l'antisémitisme à l'antisionisme. Nullement dérangé qu'en criminalisant l'antisionisme, on crée ainsi un délit d'opinion. Nullement dérangé que la liberté d'expression soit bafouée, la constitution violée.

Mais pire, la terrible conséquence de cette dérive sera que demain on assimilera Juifs de France et assassins de la démocratie.

or, avant d'être Juifs, avant d'être ceci ou cela, ils sont d'abord Français. Car sinon on donnerait du grain à moudre à l'intégrisme islamiste, qui considère que la loi de Dieu est supérieure à celle de l'homme, que la charia domine les lois nationales.

Or, la loi de 1905, consacrant la laïcité de l'Etat, acquise après de terribles divisions, fonde notre vivre ensemble. L'altérer, l'adultérer, revient à s'attaquer à notre unité en tant que nation.

Les actes antisémites, relevant du racisme, sont terriblement inquiétants. Pour autant l'antisionisme est une position politique, que partagent certains israélites, dont certains sont de virulents antisionistes. Faudra-t-il condamner les juifs antisionistes ?

La manoeuvre de M. Guerini, clairement, apparaît comme un contre-feu : noyer la contestation sociale derrière le paravent de l'antisionisme assimilé à du racisme. Faut-il rappeler que Théodore Herzl, premier inspirateur de l'idée d'un territoire juif, ne préconisait nullement que cet Etat fût localisé en Palestine. S'il le fut, c'est d'abord parce que cette localisation servait les Puissances et leur appétit démesuré de richesse. La création d'un état juif en Palestine préservait notamment intacts les accords Sykes-Picot consacrant le dépècement coloniale de l'Empire ottoman, dont les guerres d'Irak et de Syrie peuvent être considérées comme des conséquences directes. Faudra-t-il demain s'interdire d'écrire que le Krak des Chevaliers, dans le Nord de la Syrie, fruit des croisades, fut détruit en 1271, sous peine d'être accusé d'antisionisme et par dérive sémantique de racisme ? Faudra-t-il réviser l'histoire, changer les manuels scolaires, comme le pratiqua l'ex-URSS ?

Beaucoup de doutes subsistent quant à la représentativité du Conseil français du culte musulman, soupçonné de n'être que le relais de diverses puissances allochtones (Arabie des Saoud, Iran...). On pourrait s'interroger également sur la représentativité du Conseil représentatif des juifs de France (CRIJF) : représente-t-il vraiment tous les juifs de France, ou seulement une certaine partie, la plus riche, la plus orientée politiquement vers le libéralisme débridé, la plus décomplexée, comme on dit en novlangue ? Faut-il souligner que parmi les Gilets jaunes on rencontre des musulmans, des chrétiens, des athées, mais aussi des juifs, dont aucun ne se reconnaît d'abord dans ses qualificatifs communautaristes ?

Voilà le beau résultat, le criminel résultat de cet amalgame fourrant dans un même sac racisme et liberté d'opinion : division de la communauté nationale, antagonismes exacerbés, remise en question du fondement laïque de la République, désignation induite d'un bouc émissaire. Nos compatriotes de confession israélite devraient s'alarmer de ce piège dangereux, cette manipulation dans laquelle les enserme, pour le pire, de terrible mémoire, la fuite en avant irresponsable du macronisme.

[1] Stanislas Gérini est secrétaire général de La démocratie en marche. Il a étudié à l'École alsacienne, comme Benjamin Griveaux, école d'élite - c'est-à-dire surtout très chère - puis au lycée Henri-IV, spécialisé dans la formation d'élites héréditaires médiocres, tel M. Ali Baddou, éditorialiste à France inter, et tant d'autres. Il est diplômé d'HEC. Bref, le tout venant incolore, inodore, fade et prévisible de la macronie.